



Renforcer les capacités productives: le soutien de la CNUCED aux PMA



**RENFORCER LES CAPACITÉS PRODUCTIVES:
LE SOUTIEN DE LA CNUCED AUX PMA**



NATIONS UNIES
New York et Genève, 2011

TABLE DES MATIÈRES

1. **Soutien apporté par la CNUCED aux pays les moins avancés**
2. **Développer les capacités productives à travers:**
 - La recherche et l'analyse des politiques
 - La formation et le soutien à l'esprit d'entreprise
 - La promotion de l'économie créative
 - Le développement du tourisme
 - Le développement durable
 - La science, la technologie et l'innovation
 - Les technologies de l'information et des communications
 - L'égalité entre les sexes dans le commerce et le développement
3. **Renforcer les capacités institutionnelles à travers:**
 - Le partenariat – Le Cadre intégré renforcé
 - Le soutien à la logistique commerciale
 - La formation commerciale et le support technique
 - La diversification des produits de base
 - L'investissement dans le développement
 - La gestion de la dette
 - Les perspectives en matière d'éducation
 - La coopération technique
4. **Répondre aux nouveaux développements de la mondialisation:**
 - Réponse aux crises
 - Coopération Sud-Sud
5. **Soutien apporté aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement**
6. **Qui sont les pays les moins avancés (PMA) ?**

LE SOUTIEN DE LA CNUCED AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS

Depuis près de cinquante ans, la CNUCED a soutenu les efforts des pays les moins avancés pour combler leur retard.

Depuis sa création en 1964, la CNUCED s'est penchée sur les défis du commerce et du développement dans les pays en développement et a défendu invariablement l'application d'un traitement spécial et différentiel en vue de soutenir les pays les moins avancés (PMA) et ce, depuis que cette catégorie de pays a été créée par les Nations Unies. Le travail initial réalisé sur « les caractéristiques et les étapes de développement distinctifs des pays en développement » a abouti à la désignation du groupe des PMA par l'Assemblée générale en 1971.

Ses recherches, son analyse des politiques, sa coopération technique et ses efforts pour parvenir à une action concertée situent la CNUCED au centre des initiatives de soutien au développement des PMA.

Les Nations Unies ont organisé quatre Conférences sur les pays les moins avancés. Les trois premières, qui se sont tenues en 1981, 1990 et 2001, ont été coordonnées par la CNUCED. La troisième, qui s'est déroulée à Bruxelles, a adopté le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001–2010. La quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA-IV) a été organisée en 2011 à Istanbul par le Bureau des Nations Unies du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLS).



DÉVELOPPER LES CAPACITÉS PRODUCTIVES

La CNUCED a défendu un **changement de modèle** concernant la conception des politiques et des stratégies de développement dans les pays les moins avancés en insistant davantage sur le **développement des capacités productives**. Ce changement opéré récemment a mis en avant le besoin impératif de placer le développement des capacités productives et l'expansion de l'emploi productif connexe au centre des stratégies et des politiques nationales des PMA.

À travers la recherche et l'analyse des politiques

Depuis 1984, la CNUCED publie des rapports d'analyse sur le développement dans les PMA. Dans ses séries *Rapports sur les pays les moins avancés* et *Rapports sur le développement économique en Afrique*, la CNUCED propose des politiques adaptées pour ces pays. Les recherches et les analyses effectuées permettent d'identifier les défis urgents en matière de développement et de recommander les actions politiques à mener. Ce travail favorise la formation d'un consensus entre les PMA et leurs partenaires de développement concernant l'articulation adéquate des politiques.

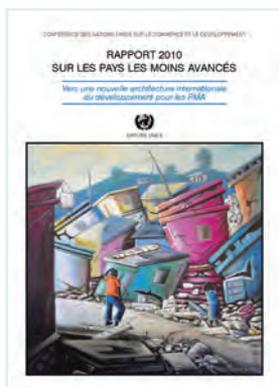
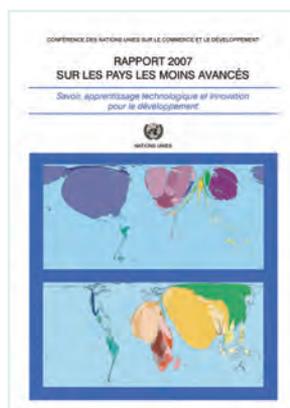
Bien qu'ayant connu une croissance rapide ces dernières années, les PMA ainsi que leurs partenaires de développement ont identifié des défis majeurs, notamment :

- (a) La nature et l'ampleur de la pauvreté généralisée dans les PMA malgré une croissance économique impressionnante et parfois solide enregistrée par ces pays en tant que groupe ;
- (b) Le manque de durabilité ou de soutenabilité de l'essor économique récent. La dépendance excessive des PMA à l'égard de quelques produits de base pour leurs recettes d'exportation explique en partie leur vulnérabilité et leur instabilité économiques. En conséquence, les économies des PMA demeurent fragiles car elles sont extrêmement vulnérables face à différents chocs, qu'ils soient de nature économique ou autre, exogènes ou endogènes ;
- (c) Les faibles capacités productives et d'approvisionnement, peut-être l'un des défis les plus décourageants pour les PMA et leurs partenaires de développement.

Le développement des capacités productives est essentiel pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et parvenir à diminuer de manière significative la pauvreté.

Le renforcement des capacités productives a toujours été au centre des différentes analyses et recommandations effectuées en matière de politiques pendant les années 2000 et ponctuées de débats sur des événements contemporains, la crise économique mondiale étant l'un des plus significatifs. La série *Rapport sur les pays les moins avancés* de la CNUCED décrit les sujets et les analyses des politiques présentés dans les rapports publiés de l'année 2000 à 2010.

Le *Rapport 2004 sur les pays les moins avancés : Commerce international et réduction de la pauvreté* introduit le concept de développement des capacités productives comme facteur de réduction de la pauvreté. Les recettes obtenues des exportations permettent d'acquérir, par le biais des importations, des biens et des services nécessaires pour développer les capacités productives. Le *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés : Développer les capacités productives* soutient que les capacités de production se développent dans un pays à travers trois processus étroitement liés : l'accumulation de capital, le progrès technologique et le changement structurel, pour lesquels la création d'une demande est un facteur incitatif essentiel. Ce rapport appelle à un changement de modèle pour accélérer ces processus. Le *Rapport 2007 sur les pays les moins avancés : Savoir, apprentissage technologique et innovation pour le développement* développe cette idée en examinant systématiquement l'apprentissage technologique et l'innovation dans les PMA, et avance que la science, la technologie et l'innovation sont essentielles même dans les pays les plus pauvres. Le *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés : État, gouvernance et développement* se penche sur le rôle de l'État dans le développement des capacités productives, tandis que le *Rapport 2010 sur les pays les moins avancés : Vers une nouvelle architecture internationale du développement* pour les PMA examine la façon dont les mécanismes de soutien internationaux ont fonctionné et propose une nouvelle architecture internationale pour les PMA. L'idée qu'il faut aider les PMA afin qu'ils puissent s'aider eux-mêmes ressort de tous les rapports.



Des ateliers et des séminaires suivent la publication des Rapports sur les pays les moins avancés. La CNUCED a organisé un atelier sous-régional pour les PMA d'Asie sur les capacités productives, la croissance économique et la réduction de la pauvreté au Cambodge, en Éthiopie et au Sénégal. Les ateliers ont permis de présenter les principales conclusions des recherches de la CNUCED sur les capacités productives et la réduction de la pauvreté dans les PMA, d'examiner les expériences de pays pertinentes à la lumière de ces conclusions et d'évaluer les stratégies et les politiques de développement nationales. Le Népal (mars 2011) et l'Éthiopie (avril 2011) ont accueilli des ateliers ayant pour objet de débattre sur le contenu du *Rapport sur les pays les moins avancés*.

Les *Rapports sur le développement économique en Afrique*, publiés tous les ans, analysent les aspects essentiels des défis liés au développement du continent africain dans le contexte de la mondialisation et offrent des perspectives en matière de politiques. Les rapports ont examiné des questions cruciales pour les pays d'Afrique, y compris les PMA, telles

que la mobilisation des ressources nationales, les niveaux d'aide, le rôle de l'investissement direct étranger (IDE), la soutenabilité de la dette, les résultats commerciaux, la dépendance à l'égard des produits de base et les flux de capitaux. Le *Rapport 2010 sur le développement économique en Afrique* intitulé *La coopération Sud-Sud : L'Afrique et les nouvelles formes de partenariat pour le développement* est décrit dans la section consacrée à la coopération Sud-Sud.



Plusieurs ateliers sur la mobilisation des ressources nationales ont suivi la parution du *Rapport 2007 sur le développement économique en Afrique : Retrouver une marge d'action : La mobilisation des ressources intérieures et l'État développementiste* et du *Rapport 2009 sur le développement économique en Afrique : Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique*. Les ateliers organisés au Bénin, au Burundi, au Tchad, en République démocratique du Congo, à Maurice, en Sierra Leone,

au Rwanda, en Ouganda et en Zambie ont permis de traiter de la baisse de l'apport financier externe aux pays africains au cours de la crise économique mondiale, des inquiétudes concernant l'accumulation excessive de dette extérieure et des moyens pour doper la mobilisation des ressources nationales.

À travers la formation et le soutien du secteur privé

Empretec encourage les entrepreneurs des PMA à aller au bout de leur rêve : créer leur propre entreprise.

L'Ougandaise Beatrice Ayuru Bvaruhanga connaît la satisfaction d'avoir réalisé son rêve. Elle a créé Lira Integrated School dans le Nord de l'Ouganda en 2000 après avoir suivi un atelier de formation Empretec. Lira offre actuellement un enseignement maternel, élémentaire et secondaire à plus de 1500 élèves et prévoit de créer une université. Mme Bvaruhanga a remporté le 2010 Empretec Women in Business Award concédé par la CNUCED. L'Éthiopienne Guenet Fresenbet Azmach figure également parmi les 10 finalistes. L'Ouganda et l'Éthiopie sont des pays en développement sans littoral.

La CNUCED concède le Women in Business Award tous les deux ans aux femmes entrepreneurs de pays en développement ayant bénéficié des services de développement commercial d'Empretec et étant parvenues à développer des idées innovantes, à créer des emplois et à accroître les revenus. Le premier Women in Business Award de la CNUCED a été octroyé en 2008 à l'occasion de la Conférence ministérielle de la CNUCED-XII. Le deuxième a été décerné en avril 2010 et le troisième doit être remis en 2012 lors de la CNUCED-XIII.

La CNUCED s'est investie dans la promotion de la création de petites et moyennes entreprises (PME) et dans le soutien au développement de leurs capacités de production à travers ses programmes Empretec et Business Linkages.

« Grâce à Empretec, j'ai reçu une formation entrepreneuriale très pratique qui m'a aidé à acquérir des compétences pour planifier, rechercher des opportunités et élaborer des plans de développement. » Dédé Léa Medji, Bénin

Depuis sa création en 1988, le programme Empretec a été mis en place dans 32 pays, y compris 6 PMA, et a soutenu les entrepreneurs prometteurs à créer ou à développer leurs entreprises, générant des emplois dans le même temps. L'évaluation du programme ougandais a permis de constater une croissance atteignant 460 pour cent, une augmentation de 100 pour cent de l'emploi et une amélioration de 25 pour cent de la productivité des PME participant au programme.

Microentrepreneuriat – Empretec a été adapté aux communautés et aux groupes présentant des niveaux d'alphabétisation faibles. La formation de base passe de 72 heures à 32 heures alors que les exercices et les programmes de formation s'appuient sur des informations visuelles.

Des représentants africains d'Empretec ont lancé un groupe de réseau régional, l'Empretec Africa Forum, afin d'identifier les meilleurs moyens à mettre en place pour mobiliser les ressources, établir une communication efficace, définir des stratégies marketing, assurer la consolidation des programmes existants et créer de nouveaux programmes pays avec le soutien de la CNUCED.

Empretec soutient le développement d'un entrepreneuriat jeune, notamment la participation à la Global Entrepreneurship Week, une initiative visant à encourager les jeunes dans le monde à promouvoir l'innovation, l'imagination et la créativité (www.unleashingideas.org).

Les centres Empretec servent également de plate-forme pour nouer des relations commerciales. Par exemple, la Jordanie et l'Ouganda ont à l'étude, par le biais de leurs centres Empretec respectifs, le lancement de projets d'aménagement des eaux en Ouganda à l'aide de la technologie d'une entreprise jordanienne.

Business Linkages

Le programme Business Linkages encourage l'établissement de nouveaux liens et renforce les relations existantes entre les filiales des sociétés étrangères et les PME des pays en développement, les rendant ainsi plus durables.

Charles Mulamata est le directeur général de Uganda Electronics & Comp. Ind. Ltd. (UECI), une société qui fournit des portes et des fenêtres à une importante entreprise nationale spécialisée dans la construction de maisons. Lorsqu'il a participé à un atelier de dix jours sur le développement

entrepreneurial en décembre 2006, il était inquiet de devoir s'absenter de son entreprise aussi longtemps.

« Au deuxième jour de l'atelier, mon opinion avait totalement changé. J'ai réalisé tout ce que je pouvais apporter à mon entreprise pour qu'elle se développe. J'ai réorganisé mon bureau et embauché plus de personnel. J'ai lancé une émission de radio et alloué un budget à la publicité. L'émission radiophonique a pour objet de mieux faire connaître l'énergie solaire, la source d'énergie et ses avantages aux clients. Les auditeurs ont commencé à nous appeler pour en savoir plus sur l'énergie solaire. Nous recevions de 8 à 10 appels par jour après le lancement de l'émission. »

Des délégations des centres Empretec du Mozambique et de la République unie de Tanzanie ont visité les producteurs d'orge dans l'Est de l'Ouganda pour mieux connaître les accords passés entre East African Breweries Limited et Kapchorwa Commercial Farmers en matière d'organisation et de relations.



La plus grande interaction avec les institutions financières constitue une des

nombreuses réussites du programme. Les fermiers peuvent désormais accéder à des équipements sous forme de crédit-bail sur recommandation de l'association. Une banque a consacré un portefeuille atteignant 1 milliard de shillings ougandais aux fermiers et a ouvert une succursale en ville pour faciliter l'accès aux services financiers.

Le Coordonnateur du programme Business Linkages au Mozambique, Evaristo Jordão Vilanculos, décrit les avantages : « Grâce au Business Linkages Barley Project développé au Mozambique, la population rurale de la province de Manica a pu accéder à de nouvelles sources de revenus. Aujourd'hui, des centaines de petits producteurs mozambicains ont la possibilité d'améliorer leur qualité de vie et de sortir d'une situation de pauvreté absolue. »

Maggie Kigozi, Directrice de l'Ugandan Investment Authority pour le programme Business Linkages, résume l'impact important de Business Linkages. « Ce programme a considérablement amélioré la capacité de production, l'efficacité, la compétitivité et la soutenabilité de ces entreprises participantes. »

Des communications innovantes

Empretec emploie une multitude de réseaux sociaux pour communiquer ses activités et louer la réussite des entrepreneurs qui ont terminé leurs programmes de formation. Visionnez l'entretien

réalisé à la lauréate 2010 du prix Empretec Women in Business Award, l'Ougandaise Beatrice Ayuru Bvaruhanga, sur YouTube (<http://www.youtube.com/user/UnctadEmpretec>). Plusieurs bureaux régionaux sont présents sur Facebook et des photos sont publiées sur Flickr (<http://www.flickr.com/photos/empretec/>).

À travers la promotion de l'économie créative

Les industries de la création figurent parmi les secteurs émergents les plus dynamiques du commerce mondial et offrent un très grand potentiel aux PMA pour intégrer de nouveaux domaines de l'économie mondiale à forte croissance. À mi-chemin entre créativité, culture, commerce et technologie, elles expriment la capacité de transformer des idées en biens et services de création. Si elle est correctement approvisionnée, l'économie créative dispose du potentiel pour générer des revenus, des emplois et des recettes d'exportation tout en contribuant à l'intégration sociale, à la diversité culturelle et au développement humain.

Les exportations mondiales de biens et de services de création tels que les produits artisanaux et audiovisuels, les livres, l'élaboration de projets, les films, les nouveaux médias, les supports imprimés, les arts visuels et de la scène ont plus que doublé entre 2002 et 2008. La valeur totale de ces exportations a atteint 592 milliards de dollars US en 2008 et le taux de croissance moyen de ce secteur sur cette période de six ans a été de 14 pour cent. Bien que relativement faibles, les exportations des PMA sont en pleine expansion depuis quelques années. Elles ont atteint 344 millions de dollars US en 2002 et près de 1,6 milliard de dollars US en 2008, dont 135 millions correspondent aux petits États insulaires en développement en 2008.

Certains produits de l'« industrie de la création », particulièrement ceux qui sont consommés sur le marché national, tels que les vidéos, la musique, les jeux vidéo et les nouveaux formats pour les programmes télé sont restés stables pendant la récession mondiale.

Les industries de la création sont extrêmement importantes dans de nombreux PMA, notamment au Bhoutan, au Cambodge, au Mali, au Mozambique, au Rwanda, au Sénégal, en République unie de Tanzanie et en Zambie. Il en est de même pour les petits États insulaires en développement. Cependant, en dépit d'une abondance de talent dans la musique, la danse, l'artisanat et les arts visuels, et de traditions culturelles et de savoirs traditionnels riches, les capacités d'approvisionnement et de commercialisation sont très limitées.

Dans la plupart des PMA, le savoir-faire, les investissements et les compétences en matière de commerce et de marketing nécessaires pour générer des biens et des services de création



diversifiés et compétitifs et pour réaliser des progrès dans les domaines commerciaux et développementaux font défaut. Le soutien apporté aux petites et micro-entreprises de création peut contribuer à réduire la pauvreté et à créer des emplois pour les jeunes et les femmes de talent. La plus grande partie de la production culturelle est le fait de l'économie informelle et les industries de la création sont très fragmentées.

Cependant, le potentiel existe. Alphadi, créateur de mode au Niger et Président du FIMA, le festival international de la mode africaine qui a lieu tous les ans, pense que, « le commerce électronique et Internet facilitent l'échange d'informations sur les conceptions et les produits africains avec des clients potentiels basés en Europe et en Amérique du Nord, et la qualité de ces créations et modèles peut donc entrer en concurrence plus facilement sur les marchés mondiaux ».

La CNUCED a activement encouragé les initiatives de l'économie créative, en insistant sur la dimension développementale. Ainsi, entre autres activités, elle soutient les initiatives gouvernementales en faveur de politiques publiques concertées et d'une action interministérielle, elle collabore avec les gouvernements, les institutions, les artistes, les créateurs, les milieux universitaires et la société civile pour renforcer l'économie créative dans les pays en développement, elle promeut le réseautage et elle partage ses connaissances et ses informations à travers les analyses de ses recherches, des études et des statistiques.

La Biennale de l'Art Africain Contemporain de Dakar, au Sénégal, joue un rôle essentiel dans la promotion d'artistes et la diffusion de travaux créatifs contemporains sur le continent et ailleurs, et illustre parfaitement la façon dont l'économie créative peut favoriser un développement sans exclusion en Afrique. L'impact économique de Dak'Art est principalement lié aux ventes d'œuvres d'art africaines. Cet événement est également bénéfique pour plusieurs activités économiques telles que le tourisme international, le transport international et local, ou le tourisme d'accueil.

La CNUCED a également travaillé avec la société civile dans plusieurs PMA pour améliorer la visibilité du travail artistique et des capacités de création. Au Mozambique, par exemple, un partenariat avec Nairucu Arts, une association à but non lucratif créée à Nampula, promeut le développement d'expositions d'art Makondé aux Nations Unies à Genève, en Suisse, et dans d'autres pays d'Europe. Ces expositions constituent l'expression de l'identité culturelle et encouragent une plus grande reconnaissance sur les marchés mondiaux.

La CNUCED et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont élaboré conjointement le Rapport 2010 sur l'économie créative, la deuxième étude approfondie des Nations Unies sur le sujet. La Base de données mondiale de la CNUCED sur l'économie créative est libre d'accès et le rapport peut être téléchargé sur le site à l'adresse <http://www.unctad.org/creative-programme> ou <http://unctadstat.unctad.org>.

Le Programme de la CNUCED pour l'économie créative a publié, à l'occasion de la Conférence PMA-IV, deux études pays orientées vers l'action intitulées « Strengthening the creative industries in Zambia » (Renforcer les industries de la création en Zambie) et « Strengthening the creative industries in Mozambique » (Renforcer les industries de la création au Mozambique). Ces rapports font partie d'un projet de coopération technique interorganisations mis en œuvre conjointement par la CNUCED, l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans cinq États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP).



À travers le développement du tourisme

Tourisme durable

Le tourisme, l'un des secteurs les plus importants et connaissant la croissance la plus rapide dans le monde, est considéré comme une activité à fort potentiel pour les PMA. Il s'agit du seul secteur tertiaire majeur dans lequel les pays en développement ont enregistré des surplus commerciaux constants par rapport au reste du monde. Pour près de la moitié des 48 pays les moins avancés, le tourisme se situe dans les 3 premiers secteurs d'exportation. Le tourisme est également devenu la principale source de revenus d'un nombre croissant de petits États insulaires en développement.

Toutefois, le dynamisme du secteur et ses perspectives de croissance significative soulèvent des inquiétudes qui doivent être traitées à travers une approche de tourisme durable favorisant une croissance équilibrée à long terme.

Les actions et collaborations comprennent :

- La **Réunion de Caen**, une réunion internationale d'experts de haut niveau sur le tourisme durable pour le développement des pays les moins avancés, a défini 18 propositions à intégrer dans le Plan d'action d'Istanbul (PMA-IV). Celles-ci reconnaissent, entre autres, la capacité du développement du tourisme durable à réduire la pauvreté à travers, d'une



part, la création d'emplois dans le secteur du tourisme et, d'autre part, la profusion de perspectives économiques résultant des liens tissés avec les fournisseurs locaux de biens et de services;

- L'**Équipe spéciale** de la CNUCED coordonne et développe le travail sur le tourisme vecteur de développement, particulièrement dans les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement;
- Le **Comité directeur sur le tourisme pour le développement**, une initiative interorganisations,¹ a produit un portefeuille sur le tourisme pour le développement. Il s'agit d'un guide visant à orienter les parties prenantes du tourisme sur les actions possibles pour développer le tourisme, les méthodologies proposées, les ressources disponibles en matière de conseil et les apports que l'on peut attendre des organisations participantes. Le Comité directeur organise un événement spécial intitulé « Développement du tourisme, réduction de la pauvreté et travail décent » dans le cadre de la Conférence;
- Le **Partenariat mondial pour le développement durable**, une initiative internationale qui intègre toutes les parties prenantes du tourisme (les gouvernements, les organisations des Nations Unies, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), les organisations commerciales et internationales ainsi que les organisations non gouvernementales (ONG). La CNUCED fait partie du comité consultatif.

Les projets TrainForTrade, qui visent à renforcer les capacités pour assurer un tourisme durable, sont flexibles, orientés vers le client et conçus pour dispenser les connaissances les plus récentes et les plus pertinentes. Fondée sur l'évaluation des besoins, suivie par des plans d'action élaborés avec les bénéficiaires, l'approche intégrée utilise la formation, le conseil et l'assistance technique. L'instauration d'un dialogue entre les parties prenantes et de processus de décision participatifs, le réseautage et le partage des meilleures pratiques caractérisent le processus. Des ateliers de formation ayant pour thème « Tourisme durable pour le développement » ont été organisés pour l'Angola, le Bénin, le Cambodge, la Guinée, la République démocratique populaire lao, Madagascar, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal.

¹ Le Comité se compose de la CNUCED, de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), de l'Organisation internationale du travail (OIT), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et du Centre du commerce international (ITC).

Séparée de l'Afrique depuis 165 millions d'années, l'île de Madagascar possède une diversité de faune et de flore unique. Le tourisme en milieu sauvage et l'écotourisme reposent sur, entre autres merveilles de la nature, les lémuriens, espèce endémique de Madagascar, les geckos très colorés et les orchidées. La pauvreté touche 70 pour cent de la population de Madagascar, le gouvernement a donc décidé de promouvoir le tourisme comme stratégie de développement économique. Actuellement, le tourisme est le deuxième secteur le plus important en termes de recettes de devises et le gouvernement espère accroître ces revenus. Le programme TrainForTrade de la CNUCED dirige des projets pilotes sur le tourisme durable à Madagascar depuis 2006.



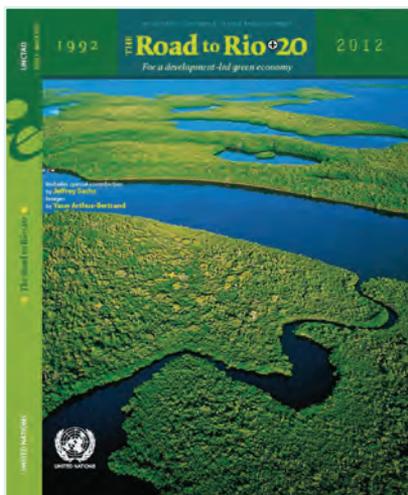
Le Cambodge fait la promotion du tourisme durable en ces termes : « un passé mystérieux et un héritage culturel riche, le célèbre temple Angkor Wat, les racines géantes des arbres anciens, les formes gracieuses des Apsaras, les temples enfouis dans la jungle, les tribus des collines vivant dans des zones reculées, les pagodes colorées et une myriade d'îlots vierges. » Le programme TrainForTrade et le Ministère du tourisme du Cambodge ont organisé un séminaire

de formation sur le tourisme durable pour le développement auquel ont participé 30 hautes personnalités du Cambodge et cinq hauts fonctionnaires de la République démocratique populaire lao.

Pour voir une présentation institutionnelle du programme TrainForTrade, accédez à www.youtube.com/watch?v=XLlDIXP8Y8.

Investissement direct étranger lié au tourisme

La CNUCED a effectué une analyse empirique dans plusieurs pays sur l'importance et les effets multifacettes de l'investissement direct étranger (IDE) lié au tourisme, dans le cadre du projet « L'IDE dans le tourisme : La dimension développement ». Des études de cas exhaustives ont été menées dans les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement afin d'examiner les tendances et l'impact de l'IDE et des sociétés transnationales. Les conclusions de ces études indiquent que les effets de l'investissement dépendent du contexte du pays, y compris de la structure politique, de la situation dans le cycle de vie de l'industrie du tourisme, de la politique des investisseurs et de la mesure dans laquelle les sociétés peuvent établir des liens avec les entreprises nationales.



À travers le développement durable²

Changement climatique

Comme prélude à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable prévue pour 2012, la CNUCED a publié le premier volet d'une série consacrée aux questions relatives à la croissance économique « verte ». Le concept comporte une approche de développement économe en ressources et à faible émission de carbone destinée à élever le niveau de vie de manière durable tout en combattant le changement climatique, en préservant la biodiversité et en contribuant concrètement à l'élimination de la pauvreté. L'ouvrage *The Road to Rio +20* met l'accent sur des questions cruciales et poursuit le débat mondial sur le concept de

développement durable adopté lors du Sommet « Planète Terre » de 1992 à Rio de Janeiro. *The Road to Rio +20* et d'autres documents informatifs sont disponibles à l'adresse : <http://www.unctad.org/greeneconomy>. Le thème principal du sommet Rio +20 est l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté.

Lors de la 14^{ème} Conférence Raúl Prebisch, le Professeur Jeffrey Sachs a soutenu que les tentatives internationales actuelles pour répondre au changement climatique n'allaient pas dans la bonne direction :

« Ce ne sont pas de négociations mondiales dont nous avons le plus besoin aujourd'hui, mais d'une réflexion et d'une solution mondiales... le problème du changement climatique n'est pas une négociation commerciale. Il s'agit tout simplement du problème technique, économique et social le plus complexe que l'humanité ait jamais eu à affronter. »

² Les initiatives importantes de la CNUCED concernant le tourisme durable sont exposées dans la section précédente.

Associant le changement climatique au développement, le Professeur Sachs a appelé les secteurs publics et privés à déployer de manière coordonnée des efforts importants intégrant les recommandations des experts pour parvenir à définir les actions qui permettront à la croissance économique durable d'élever le niveau de vie de centaines de millions de pauvres tout en venant à bout de problèmes environnementaux comme le changement climatique qui sont déjà insoutenables.



La CNUCED et la Commission de l'Union africaine ont organisé un événement en marge de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Copenhague sur le thème « Development opportunities for African countries under a post-2012 climate change regime » (Perspectives de développement pour les pays africains dans un régime de changement climatique pour la période d'après 2012). La *Revue du commerce et de l'environnement* et l'atelier « Business of BioTrade: Using Biological Resources Sustainably and Responsibly » (Initiative BioTrade : Utiliser les ressources biologiques de manière durable et responsable) abordent les éléments prometteurs des stratégies de croissance propre, notamment l'efficacité énergétique, l'agriculture durable et l'exploitation des technologies de l'énergie renouvelable indépendante.

Produits de base durables

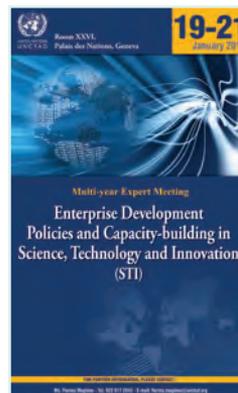
La CNUCED et les PMA ont examiné ensemble les moyens à mettre en place pour participer davantage dans les nouveaux secteurs dynamiques du commerce mondial, surtout dans l'agriculture biologique (Burundi, Éthiopie, Rwanda, Ouganda et la République unie de Tanzanie).

Pour appuyer et promouvoir le développement durable dans les PMA, l'initiative BioTrade encourage les échanges et les investissements dans le domaine des ressources biologiques. Le rapport *Biofuels Market: Current Situation and Alternative Scenarios* (Marché des biocarburants: Situation actuelle et scénarios alternatifs) identifie les scénarios possibles pour l'industrie des biocarburants et présente d'autres processus décisionnels à la portée des pays ainsi que leurs implications.

L'initiative sur les produits de base durables a été lancée conjointement avec l'Institut international du développement durable pour améliorer la soutenabilité sociale, environnementale et économique de la production et de la commercialisation des produits de base en développant des stratégies multipartites par secteur.

À travers la science, la technologie et l'innovation

La CNUCED estime que le développement des capacités scientifiques, technologiques et innovantes dans les PMA est intrinsèquement lié au développement des capacités de production et est vital pour assurer une croissance à long terme.



La Réunion d'experts pluriannuelle 2011 sur les politiques de développement des entreprises et le renforcement des capacités pour la science, la technologie et l'innovation était la troisième réunion de ce type depuis de nombreuses années. Les conclusions de cette réunion ont permis de créer une « panoplie de politiques » que les gouvernements peuvent utiliser pour promouvoir l'entrepreneuriat et l'innovation dans les entreprises nationales. Les réunions ont révélé combien il est important de développer au plan national des capacités technologiques et d'innovation, d'accéder aux technologies requises, d'utiliser celles existantes de manière innovante et de créer des politiques nationales en matière de science, de technologie et d'innovation pour réduire la pauvreté, avec une attention particulière sur le secteur agricole. Un forum en ligne a été créé pour que les participants à la réunion ainsi que les autres parties prenantes puissent échanger des opinions et des informations.



Depuis le début des années 1970, la production alimentaire par habitant dans les PMA n'a cessé de diminuer. L'agriculture est importante pour la sécurité alimentaire, mais renforcer les capacités de production dans ce secteur et en faire bénéficier d'autres est vital pour soutenir le développement durable. Les efforts déployés par la CNUCED pour identifier les processus qui favoriseront un changement technologique, une augmentation de la productivité et l'innovation au bénéfice du développement de l'agriculture sont exposés dans le rapport *Technology and Innovation Report 2010: Enhancing Food Security in Africa Through Science, Technology and Innovation* (Rapport 2010 sur la technologie et l'innovation : Améliorer la sécurité alimentaire en Afrique à travers la science, la technologie

et l'innovation). Le rapport contient des études de cas, une section sur la mise en œuvre d'une révolution verte africaine unique et des recommandations d'action.

Dans le processus d'analyse des politiques relatives à la technologie et à l'innovation, la CNUCED collabore avec les institutions scientifiques et technologiques nationales pour améliorer leur environnement et développer la technologie et l'innovation. Des analyses ont été menées pour les PMA suivants : l'Angola, le Lesotho et la Mauritanie.

À travers les technologies de l'information et des communications



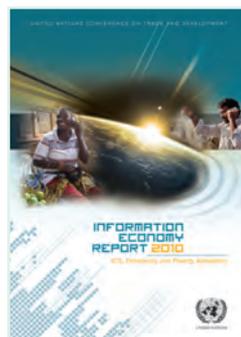
Les téléphones portables permettent aux populations des PMA d'effectuer des transactions bancaires, de consulter les prix du marché agricole et de vérifier que leurs pilules contre le paludisme ne sont pas contrefaites. Les magasins situés en milieu rural s'en servent également pour commander des biens, ce qui leur permet de perdre moins de temps à se rendre jusqu'aux marchés des villes. Le développement

rapide des téléphones portables dans les PMA a créé des perspectives d'amélioration de la productivité, même pour les petites et micro-entreprises.

La téléphonie mobile constitue aujourd'hui la technologie de communication la plus équitablement répartie dans le monde. La prolifération des téléphones portables est frappante : en 2007, il existait huit fois plus de téléphones portables que de lignes fixes dans les PMA. En 2008, pratiquement la moitié de la population des pays en développement possédait un téléphone portable.³

Les PMA rattrapent leur retard numérique

Le taux de pénétration des téléphones portables dans les petits États insulaires en développement dépasse largement la moyenne mondiale et celui d'Internet a doublé entre 2003 et 2008. Le Rapport 2009 sur l'économie de l'information indique que « l'isolement géographique, les grandes diasporas, l'accès aux câbles de fibre optique sous-marins et les industries des technologies de l'information et des communications offshore dans grand nombre de ces États aident à expliquer un niveau d'accès Internet élevé ». À l'exception des petits États insulaires en développement, le taux de pénétration de la téléphonie fixe et mobile à haut débit dans les PMA est huit fois inférieur à celui des pays développés.



Une plus grande connectivité à haut débit est essentielle pour l'administration en ligne, le commerce en ligne, la croissance des PME et le tourisme électronique, vecteurs de développement. La CNUCED a travaillé avec les gouvernements du Mali et du Rwanda afin de définir des pratiques et des réglementations locales relatives à l'administration en ligne permettant d'assurer une plus grande transparence du processus de création d'entreprise. Le Bénin, le Burkina Faso, Djibouti, la Mauritanie et le Rwanda ont pu s'appuyer sur des services de conseil et des sessions de formation pour améliorer leurs capacités et tirer profit du marché du tourisme électronique.

La CNUCED travaille avec le Secrétariat de la Communauté d'Afrique de l'Est pour soutenir l'harmonisation du cyberdroit dans ses pays membres dont font partie le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda et la République unie de Tanzanie. La CNUCED travaille sur un projet similaire pour le Cambodge et la République démocratique populaire lao.

À travers l'égalité entre les sexes dans le commerce et le développement

La libéralisation des échanges a des effets complexes et souvent contradictoires sur l'accès des femmes à l'emploi, aux moyens de subsistance et aux revenus. Au mieux, elle signifie plus d'emploi et de perspectives entrepreneuriales, au pire, un statut économique et social qui se

3 Rapport sur l'économie de l'information, p. xii et p. 5



dégrade. Toutefois, pendant longtemps, les politiques commerciales n'ont pas tenu compte des genres.

L'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes dans les politiques commerciales permet de mieux appréhender les défis et les perspectives spécifiques qu'entraîne la libéralisation du marché pour les femmes, et de définir des actions complémentaires afin d'accroître leurs possibilités.

La CNUCED, qui réalise des travaux intergouvernementaux et d'analyse sur l'égalité entre les sexes, le commerce et le développement depuis le début de l'année 2000, est le chef de projet de l'Équipe spéciale sur la parité et le commerce au sein du Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes.

Des études de cas réalisées en Angola, au Bhoutan, au Lesotho et au Rwanda permettront d'évaluer si la croissance des exportations a des effets positifs ou négatifs sur l'emploi et sur les conditions de travail des femmes. L'identification de stratégies permettant aux femmes de profiter pleinement de la libéralisation des échanges et/ou d'atténuer les effets négatifs que les politiques commerciales ont sur elles est en cours. L'étude d'un cas ougandais servira à analyser les obstacles rencontrés par les femmes dans les systèmes de soutien et d'innovation actuels, et à définir les mesures à prendre pour surmonter ces difficultés.

En février 2011, la CNUCED a présenté une étude intitulée « Genre, science, technologie et moyens de subsistance durables » au groupe d'experts sur les « Initiatives politiques clés et le renforcement des capacités sur l'intégration des sexes : La science et la technologie » à la Commission de la condition de la femme.

L'étude « Qui bénéficie de la libéralisation du commerce au Bhoutan ? Une perspective par le genre », publiée par la CNUCED avec le soutien du gouvernement du Royaume du Bhoutan et du Bureau des Nations Unies au Bhoutan, met l'accent sur l'agriculture car il s'agit d'un secteur important pour le pays et surtout pour les femmes. Ce secteur absorbe 65,4 pour cent de la population active totale dont 72,1 pour cent sont des femmes :

« La plus grande participation des femmes dans la production et l'exportation des produits agricoles et alimentaires, y compris l'intégration dans les chaînes d'approvisionnement internationales, dépend d'une meilleure éducation et accumulation des compétences, si l'on considère que 87 pour cent des femmes à la tête d'un foyer sont analphabètes.

« Compte tenu du potentiel des produits de niche à haute valeur tels que les produits artisanaux, les champignons, les fines herbes et autres produits tirés de la forêt, des mesures pourraient être mises en place pour incorporer les Bhoutanaises travaillant dans l'agriculture aux activités d'exportation. Les programmes d'aide aux petits planteurs,

les chaînes d'approvisionnement des supermarchés et à l'initiative de l'acheteur peuvent représenter des mécanismes adaptés pour cela. Les indications géographiques et la protection de la marque peuvent également être utilisées pour identifier les produits provenant du Bhoutan et tirer profit de marchés de niche potentiels. »



Les conclusions de l'étude de cas pays ont été présentées lors de la Conférence PMA-IV à Istanbul dans le cadre d'un événement spécial organisé conjointement par la CNUCED et l'ONU Femmes sur le thème « Le commerce au service des femmes dans les PMA ». Des ministres du Bhoutan, du Rwanda et du Liberia ont participé à cet événement. Un événement de haut niveau sur les femmes et le développement est prévu pour la CNUCED–XIII en 2012.

RENFORCER LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES

La CNUCED continue de soutenir le processus de renforcement des **capacités juridiques et institutionnelles** entrepris par les PMA pour participer plus efficacement dans le commerce mondial, attirer des investissements pour le développement, atténuer l'exposition aux risques liés aux prix des produits de base et garantir la protection de la concurrence et des consommateurs.

À travers les partenariats – Le Cadre intégré renforcé

Le Cadre intégré renforcé est un programme interorganisations et multidonateur de coordination de l'assistance technique liée au commerce et de renforcement des capacités institutionnelles en faveur des PMA. Il vise à aider les PMA à intégrer le commerce dans leurs plans de développement nationaux afin qu'ils puissent mobiliser le potentiel commercial pour promouvoir la croissance commerciale, le développement durable et la réduction de la pauvreté à l'échelon national, et devenir plus actifs au sein du système d'échange multilatéral.

En tant que l'une des six organisations fondatrices du Cadre intégré renforcé, la CNUCED œuvre pour la réussite du programme. Elle connaît en profondeur les problèmes rencontrés par les PMA et apporte depuis de nombreuses années son analyse et son aide aux pays pour l'élaboration de politiques de développement. La participation de la CNUCED dans le Cadre intégré renforcé repose sur deux piliers :

(1) Recherches et analyse des politiques concernant les problèmes rencontrés par les PMA:

- Dans le Cadre intégré renforcé, la CNUCED utilise son expertise sur les problèmes des PMA pour créer des éléments pédagogiques à partir des conclusions de ses recherches et de ses recommandations, et contribuer ainsi, à travers la formation et la diffusion des connaissances, à renforcer les capacités des pays afin qu'ils s'approprient les politiques. En outre, ces compétences servent à développer des cadres stratégiques commerciaux;

(2) Assistance technique liée au commerce et renforcement des capacités adaptés aux besoins des PMA et conformément aux Études diagnostiques sur l'intégration du commerce des pays :

- La CNUCED aide les PMA dans les différentes phases de préparation des Études diagnostiques sur l'intégration du commerce. Elle organise des ateliers de sensibilisation préalables aux Études dans lesquels elle fournit son expertise et les éléments nécessaires pour s'entretenir sur les liens existant entre commerce et pauvreté, sur l'intégration du commerce ainsi que sur d'autres sujets d'intérêt pour un PMA donné. Des ateliers ont été récemment organisés au

Bangladesh, en Sierra Leone et au Rwanda. La République démocratique du Congo a accueilli il y a peu de temps un atelier sous-régional et la Guinée-Bissau un atelier national. La CNUCED a soutenu l'Angola, le Burkina Faso, la République démocratique populaire lao et le Vanuatu ;

- La CNUCED partage les conclusions de ses analyses et de ses recherches sur l'intégration du commerce, et favorise une plus grande sensibilisation concernant l'assistance technique liée au commerce disponible dans le contexte du Cadre intégré renforcé.

À partir des demandes des PMA, la CNUCED est parvenue à mettre en œuvre des projets pays, financés par le biais du Cadre intégré renforcé, aux Comores, au Mali, au Niger, au Rwanda et en Sierra Leone. Des ateliers se sont tenus au Samoa pour les PMA du Pacifique et en République démocratique populaire lao pour les PMA d'Asie.

À travers le soutien à la logistique commerciale

Le Système douanier automatisé (SYDONIA) est un système électronique moderne qui couvre les procédures de dédouanement depuis (et avant) l'arrivée des marchandises jusqu'à ce qu'elles soient libérées après acquittement des droits et des taxes. L'instauration de ce système a permis de réduire les temps de dédouanement, de renforcer les contrôles aux douanes et d'accroître les revenus collectés par les autorités des douanes nationales dans les pays bénéficiaires. Ce projet de coopération technique, le plus important de la CNUCED, a été mis en place dans plus de 90 pays, dont 37 sont des PMA.



SYDONIA automatise l'ensemble des procédures et des régimes douaniers (contrôle des chargements, déclarations, contrôle du transit), ainsi que la comptabilisation et l'évaluation des risques/sélectivité. En tant que système de dédouanement, il délivre en temps voulu aux gouvernements des PMA des données statistiques commerciales fiables et pertinentes qui vont leur servir pour analyser, planifier et prendre des décisions.

Grâce au projet SYDONIA, la République démocratique du Congo a enregistré une hausse spectaculaire de 70 pour cent de ses revenus douaniers qui se sont élevés à 111 millions de dollars US au premier et second semestres 2008 par rapport aux 66 millions de dollars US récoltés aux semestres précédents. Haïti a annoncé une augmentation de 5 millions de dollars US des revenus douaniers collectés à Port-au-Prince au mois de décembre 2008.

Après 14 ans de guerre civile et de destruction, le Liberia travaille d'arrache-pied pour s'aligner sur les tendances de développement mondiales. Le gouvernement estime que la modernisation des éléments commerciaux du commerce extérieur pour répondre aux normes internationales est primordiale pour le développement. Il a signé un accord avec la CNUCED pour instaurer le système SYDONIA en avril 2009. En novembre, le premier site était opérationnel au Bureau de douane de Freeport. Ce prototype a été amélioré avant l'ouverture du deuxième site opérationnel en septembre 2010. Neuf sessions de formation ont été imparties à 236 membres du personnel des douanes et parties prenantes, plus de 21 présentations de sensibilisation du public et des voyages d'étude en Côte d'Ivoire et en Jordanie ont été organisés dans les neuf premiers mois de l'année 2010.

En Afghanistan, pays sans littoral, un projet de facilitation du commerce de la CNUCED a permis de réformer le Ministère du commerce, de développer un programme de formation des formateurs pour le secteur du transit et de négocier un nouvel accord de transit avec le Pakistan, pays voisin.

La CNUCED a aidé les Comores, PMA insulaire, à renforcer la gouvernance dans les deux principaux ports du pays, le port de Mutsamudu et le port de Moroni, en améliorant la collaboration et la connectivité des parties prenantes pertinentes dans les communautés portuaires. Le projet a fourni aux secteurs public et privé une plate-forme pour développer des solutions pratiques destinées à améliorer l'efficacité fonctionnelle.

Plus de 80 pour cent du commerce international de marchandises s'effectuant par voie maritime, le transport par mer est vital pour accroître les exportations des PMA, y compris celles des PMA sans littoral qui utilisent en définitive les ports de pays de transit pour accéder aux marchés mondiaux. Depuis



1968, la revue de transport maritime *Review of Maritime Transport*, publication annuelle, fournit aux exportateurs, aux experts en logistique et aux décideurs politiques des éléments d'information et d'analyse importants sur les développements réalisés en matière de commerce et d'industrie maritimes, notamment l'accès des PMA aux réseaux de transport mondiaux.

Outre le transport maritime, elle aborde également certaines questions relatives aux systèmes de transport multimodal terrestre et fournit des informations essentielles sur les développements réalisés sur le plan juridique et de la réglementation.

Chaque année, la revue *Review of Maritime Transport* consacre un chapitre aux développements liés au transport et au commerce dans une région donnée. L'édition de 2009 a passé en revue les développements en matière de facilitation du transport et du commerce en Afrique et a analysé ceux réalisés en matière de transport en transit et de transport intérieur dans les pays sans littoral en développement. Plus récemment, l'édition 2010 s'est penchée sur le développement des transports en Asie et dans le Pacifique en insistant particulièrement sur les défis auxquels doivent faire face les 12 pays sans littoral de la région. Le bulletin *Transport Newsletter* (Bulletin d'information sur le transport), publication électronique trimestrielle, donne également des informations sur les développements en cours en matière de facilitation du transport et du commerce.

À travers la formation commerciale et le support technique

La CNUCED aide les PMA à analyser, formuler et mettre en œuvre des politiques et des stratégies commerciales, mais également à renforcer les capacités humaines, institutionnelles et de réglementation connexes afin qu'ils deviennent des partenaires plus efficaces dans le commerce mondial. Par exemple, la CNUCED a soutenu les efforts rwandais pour développer des politiques en matière de commerce et de concurrence alors que le Mozambique et la Zambie ont défini des politiques commerciales pour les industries de la création. Le Lesotho et d'autres pays africains ont étudié les façons d'accroître leur participation dans les nouveaux secteurs dynamiques du commerce mondial alors que le Burundi, l'Éthiopie, le Rwanda, l'Ouganda et la République unie de Tanzanie ont travaillé pour instaurer des politiques en matière d'agriculture biologique.

Le troisième cycle des négociations du Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC), également désigné par « Cycle de São Paulo », s'est conclu de manière positive le 15 décembre 2010 après six ans d'intenses négociations. La fin du cycle de négociations ouvre la voie à une expansion et à une diversification du commerce entre les pays participants et réaffirme le rôle croissant de la coopération économique Sud-Sud. Le SGPC compte six PMA parmi ses membres.

Les actions pour renforcer la participation des PMA aux négociations commerciales, surtout celles du cycle de Doha sur les modalités pour l'accès aux marchés des produits non agricoles et agricoles, les échanges de services, la facilitation du commerce, les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC), et les questions relatives au développement telles

que l'aide au commerce font partie des initiatives menées. Le programme AFRICOMP (Competition Programme for Africa) travaille avec les pays pour développer les structures administratives, institutionnelles et juridiques permettant de garantir la bonne application des politiques en matière de protection de la concurrence et des consommateurs.

La CNUCED apporte son soutien aux PMA pour l'adhésion à l'OMC, les négociations commerciales régionales entre les pays en développement (Sud-Sud) et les négociations entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP) et l'Union européenne (UE) sur les accords de partenariats économiques.

Afin de soutenir les efforts des PMA pour élargir leurs capacités d'exportation, TrainForTrade a tenu des ateliers de formation sur le thème « Gestion moderne des ports » au Bénin, au Cambodge, en Guinée, au Sénégal et au Togo. Deux formations pour formateurs destinées aux pays francophones d'Afrique ont été organisées à (a) Marseille, en France (20 participants provenant de huit pays africains dont le Bénin, la Guinée, Madagascar, la Mauritanie, le Sénégal et le Togo) ; et à (b) Cotonou, au Bénin (cinq pays africains dont quatre PMA, à savoir le Bénin, la Guinée, le Sénégal et le Togo).

À travers la diversification des produits de base

Le cycle de hausse et de baisse des prix de 2007–2008 et la récente fluctuation des prix de certains produits agricoles et minéraux et de certains métaux montrent à quel point la volatilité des marchés peut avoir un effet défavorable sur les PMA. S'ils veulent atteindre les objectifs de



développement, les pays les moins avancés devront réduire leur vulnérabilité face à la volatilité des prix des produits de base.

Comprendre la nature spécifique de la volatilité des prix des produits de base permet d'entreprendre des actions innovantes qui pourraient atténuer ses effets négatifs. La CNUCED a apporté sa contribution en organisant la troisième session de la Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement avec plusieurs objectifs :

- Examiner les développements des marchés des produits de base et les défis qu'ils posent, les situations actuelles et l'avenir. Notamment, qu'est-ce qui est à l'origine de la tendance des prix et quels sont les perspectives et les défis qui en découlent ?

- Passer en revue et identifier les actions politiques qui permettent d'atténuer les effets de la grande volatilité des prix et des revenus sur les pays dépendant des produits de base, et qui favorisent l'ajout de valeur et une plus grande participation des pays producteurs de ces produits dans leurs chaînes de valorisation. Notamment, quels mécanismes les pays en développement dépendant des produits de base peuvent-ils mettre en place pour atténuer l'exposition au risque lié aux prix sur les marchés des produits de base ?
- Identifier des approches innovantes, fondées sur des partenariats multipartites efficaces, pour résoudre les problèmes posés par les produits de base. Par exemple, quelles mesures politiques les pays en développement dépendant des produits de base peuvent-ils adopter pour accroître leur production durable et développer le secteur des produits de base ? Quels partenariats peuvent renforcer la contribution des produits de base au développement de ces pays ?

La diversification des exportations des produits de base des PMA contribue de manière importante au développement. Au-delà des exportations traditionnelles, les exportations non traditionnelles comme l'horticulture et le tourisme possèdent un potentiel de croissance significatif.⁴

La CNUCED a aidé les PMA à évaluer le potentiel d'exportation des produits de base, en particulier des produits horticoles. Une réunion organisée à Kampala, en Ouganda, et le rapport *Assessing trade and development challenges and identifying the export potential of horticulture including tropical fruits in selected LDCs: Policy options, challenges and opportunities* (Évaluer les défis posés par le commerce et le développement et identifier le potentiel d'exportation de l'horticulture, y compris des fruits tropicaux dans des PMA donnés : options, défis et perspectives politiques) publié en 2010 et présentant des études de cas de meilleures pratiques et des recommandations en matière de politique, ont contribué à cette initiative. Des études de cas pays sur le potentiel d'exportation et la compétitivité du secteur horticole ont été menées en Éthiopie, au Mali, au Sénégal et en Ouganda en 2009.



Le rapport intitulé *UNCTAD's Appraisal of the Implementation of the Brussels Programme of Action for LDCs for the Decade 2001–2010* (Évaluation de la CNUCED concernant la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010) présente des études de cas liées à l'horticulture en Éthiopie, au Sénégal, en Gambie, en Ouganda et en Zambie. Le rapport analyse les conditions actuelles et souligne les perspectives et contraintes spécifiques à chaque pays.

⁴ Les efforts mis en place concernant le tourisme sont présentés en détail dans la section consacrée au tourisme durable.

La CNUCED a participé étroitement aux efforts déployés par la République unie de Tanzanie pour renforcer ses capacités de production de produits de base en apportant une assistance technique à la création de l'Agricultural Commodity Exchange (ACE). Outre la création d'une Tanzanian Commodity Exchange (TCX), les parties prenantes d'une réunion organisée par la CNUCED ont abordé l'établissement de collaborations avec d'autres



donateurs et organisations tels que le Fonds commun pour les produits de base, le PNUD et Agrinatura. Agrinatura va mettre en œuvre un projet visant à promouvoir les outils de gestion des risques liés à l'exploitation agricole pour les petits exploitants d'Afrique.

Dans la région du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la CNUCED a travaillé pour améliorer les échanges de produits de base existant en Éthiopie, au Malawi, en Ouganda et en Zambie. Elle a encouragé la création du Forum African Commodities Exchange Forum (ACEF) à l'issue de l'atelier régional sur le renforcement des capacités de Lusaka en octobre 2009. Le COMESA et le Eastern Africa Grain Council (EAGC) ont coordonné un atelier sur l'amélioration du fonctionnement des marchés des produits de base en Afrique orientale et australe à travers des systèmes de réception en entrepôt et des interventions sur le marché.



À travers l'investissement dans le développement

La CNUCED soutient les PMA dans leurs efforts pour créer des environnements institutionnels et réglementaires favorables à l'investissement en matière de développement. Ces initiatives permettent aux agences d'investissement nationales de mieux compiler, diffuser et analyser les données relatives à l'investissement direct étranger (IDE) et aux opérations des sociétés transnationales. Les objectifs sous-jacents étant, entre autres, de renforcer les capacités des PMA à cibler les investisseurs, à créer des perspectives et à passer des accords d'investissement.

La CNUCED publie tous les ans des *Rapports sur l'investissement dans le monde*. Le rapport 2010 décrit les tendances dans les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement tandis que celui de 2009 se penche sur la crise économique et l'investissement dans l'agriculture.

Le rapport *FDI in Least Developed Countries at a Glance: 2005/2006* (Aperçu de l'investissement direct étranger dans les pays les moins avancés : 2005/2006) a passé en revue les tendances concernant les flux d'investissement direct étranger vers les PMA, ainsi que les développements des politiques relatives au cadre réglementaire de l'IDE. Le profil de chaque PMA a fourni des informations sur les projets d'IDE dans les nouvelles capacités de production, sur les flux d'IDE entrants et sur les stocks (présentés par industrie et par pays d'origine), sur les regroupements d'entreprises transfrontaliers ainsi que sur les plus importantes filiales de sociétés étrangères et leurs opérations dans les économies hôte. Il renseigne également sur les agences de promotion des investissements, sur les développements du cadre juridique international ainsi que sur les accords bilatéraux et institutionnels.

La CNUCED a travaillé avec les PMA pour définir et mettre en œuvre des politiques, et pour encourager un changement institutionnel afin de stimuler leurs capacités de production et leur compétitivité. Les éléments d'information incluent :

- Des *examens de la politique d'investissement* ont été effectués pour 12 PMA dont le Burundi, l'Éthiopie, la Mauritanie, le Népal et la Sierra Leone. Ces examens contribuent à améliorer les structures d'investissement nationales. Le *Issues in Brief* Number 4 expose le processus plus en détail ;
- Les *Blue Books on Best Practices in Investment Promotion and Facilitation* (Livres bleus sur les meilleures pratiques en matière de promotion et de facilitation de l'investissement) sont disponibles pour le Cambodge, la République démocratique populaire lao, l'Ouganda, la République unie de Tanzanie et la Zambie ;
- Les *Accords internationaux d'investissement* (All) comprennent des analyses des politiques, une assistance technique, ainsi que des activités favorisant la concertation et la compréhension et l'analyse par les décideurs politiques et les négociateurs des questions concernées ;
- Le programme *Bonne gouvernance en matière de promotion de l'investissement* (GGIP) aide les PMA à promouvoir une bonne gouvernance en matière de promotion et de facilitation de l'investissement. L'Éthiopie, la République démocratique populaire lao, le Lesotho, les Maldives, le Mali, le Rwanda, l'Ouganda, la République unie de Tanzanie et la Zambie font partie des pays bénéficiaires.

La CNUCED et la Chambre de commerce internationale ont publié des *Investment Guides*⁵ (Guides de l'investissement) pour les éventuels investisseurs, qui exposent les raisons pour lesquelles investir, les perspectives et les défis, le cadre réglementaire et les perceptions du secteur privé. Les caractéristiques démographiques et économiques ainsi que la description de l'environnement donnent aux investisseurs une idée du pays.

Le *Guide de l'investissement au Rwanda* observe que le potentiel de la production de café, thé, horticulture, floriculture et produits phyto n'a guère été exploité. La beauté du paysage du Rwanda et les gorilles des montagnes du Parc national des Virunga suggèrent un grand potentiel pour le tourisme. Le gouvernement souhaite attirer les investisseurs vers les activités liées aux technologies de l'information et des communications en mettant en place un TechnoPark près de Kigali, la capitale.



Le *Guide de l'investissement au Mali* indique que le pays compte sept pays frontaliers et offre un accès à un marché régional de près de 73 millions de clients vivant dans les États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de 220 millions de personnes installées dans les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Les projets de grande envergure concernant le transport routier, ferroviaire et fluvial prévus vont impulser les échanges entre le Mali et ses voisins.

Pour aider les décideurs politiques à élaborer et à mettre en œuvre des politiques d'investissement favorables au développement et fondées sur des analyses solides et des statistiques fiables, la CNUCED produit une série de rapports.

- Le *Global Investment Trends Monitor* propose des évaluations périodiques des tendances et perspectives mondiales de l'IDE ;
- Le *Global FDI Quarterly Index* contrôle les flux d'IDE de 67 pays et économies qui concentrent à peu près 90 pour cent des flux d'IDE mondiaux ;
- Le *Investment Policy Monitor* offre des informations actualisées sur les questions relatives aux politiques d'investissement internationales et nationales ; et
- Le *IIA Newsflash* informe l'ensemble de la communauté des AII des derniers développements concernant les traités et les arbitrages.

⁵ Pour le Bangladesh, le Bénin, le Cambodge, la Communauté d'Afrique de l'Est, l'Éthiopie, la République démocratique populaire lao, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Népal, le Rwanda, l'Ouganda, la République unie de Tanzanie et la Zambie.

Le réunion conjointe d'experts de haut niveau de la Commission de l'investissement, des entreprises et du développement de la CNUCED et de l'*Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA)*, ainsi que le *World Investment Forum (WIF)* de la CNUCED en 2008 à Accra, au Ghana, et en 2010 à Xiamen, en Chine ont fourni une plate-forme aux représentants des PMA pour exprimer leur inquiétude quant à l'identification des politiques les mieux adaptées, ainsi qu'à l'adoption d'un rythme et d'un ordre appropriés pour les investissements.

Des fonctionnaires pour la promotion de l'investissement de 41 PMA ont participé à une série d'événements de formation, y compris cinq programmes de voyage d'étude organisés par des agences de promotion de l'investissement avec les meilleures pratiques d'Australie, du Japon, de la République de Corée, de l'Afrique du Sud et de la Suède. Douze ateliers de formation interrégionaux ont eu lieu : quatre à Genève et le reste organisé par des agences de promotion de l'investissement de Chine, du Ghana, de Maurice, du Maroc, d'Afrique du Sud, de la République unie de Tanzanie, de Trinité-et-Tobago et des Émirats arabes unis.

Les autres activités correspondent à des ateliers de formation sur l'investissement tenus en Éthiopie, en République démocratique populaire lao, au Mali, en Ouganda et en Zambie, et à un atelier de formation national sur le ciblage des investisseurs, organisé en Éthiopie et destiné aux participants provenant de bureaux régionaux de promotion de l'investissement.

À travers la gestion de la dette

Depuis 1981, la CNUCED apporte une assistance technique pour la gestion de la dette par le biais du Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE). Cette aide comprend :

- Le développement, l'installation et la maintenance du logiciel SYGADE qui répond aux besoins fonctionnels, statistiques et d'analyse des pays bénéficiaires ;
- La formation et le conseil sur l'évaluation des besoins pour les questions techniques et institutionnelles relatives à la gestion de la dette ;
- Le renforcement des capacités en matière de validation des données, de statistiques, d'analyse et de stratégies.

Le SYGADE a été installé dans plus de 34 institutions basées dans 29 PMA, le Cambodge étant le plus récent bénéficiaire. Deux nouvelles installations sont en passe d'être terminées dans les ministères des finances d'Haïti et de Guinée-Bissau, alors que les négociations se poursuivent avec les Comores.

Les PMA ont bénéficié d'ateliers sur la dette, notamment :

- Des ateliers pour parties prenantes sur un *Policy Handbook on Enhancing the Role of Domestic Financial Resources in Africa's Development* (Guide pour améliorer le rôle des ressources financières nationales dans le développement en Afrique), organisés au Burundi et en Zambie ; et

- Deux ateliers organisés au Bangladesh, l'un sur les statistiques de la dette et l'autre sur la dette extérieure privée.

À travers les perspectives en matière d'éducation



L'Institute virtuel (Vi) aide les universités des PMA à renforcer leurs capacités d'enseignement et de recherche sur les questions relatives au commerce et au développement.

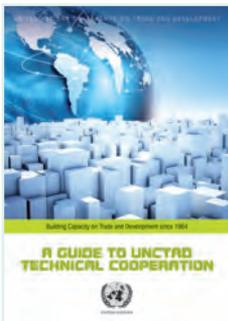
L'aide du Vi a permis aux universités en République unie de Tanzanie et au Sénégal de proposer des masters en commerce international.

Le Vi a fourni aux PMA du matériel pédagogique actualisé sur des sujets tels que les produits de base, le commerce et la pauvreté, et les accords commerciaux régionaux, ainsi que des publications internationales et de la CNUCED pour appuyer leurs programmes d'enseignement supérieur aux niveaux licence et maîtrise.

Depuis 2006, 25 chercheurs provenant d'universités d'Éthiopie, du Mozambique, du Sénégal, de la République unie de Tanzanie et d'Ouganda ont pu, grâce au programme de bourses du Vi, travailler six semaines à la CNUCED sous la direction d'experts sur des projets de recherche spécifiques dont l'intérêt est prioritaire pour leurs pays.

L'atelier organisé en février 2011 par le Vi sur les accords internationaux en matière d'investissement a aidé 13 universités éthiopiennes à répondre aux exigences d'un programme d'enseignement national récemment adopté qui requiert que les étudiants connaissent le cadre international pour les questions relatives à l'investissement étranger.

L'atelier régional sur les ressources naturelles et le développement économique qui s'est tenu en République unie de Tanzanie en juillet 2010 a expliqué aux 24 participants provenant de 14 pays d'Afrique les liens existant entre ressources naturelles et développement, un savoir qu'ils ont ensuite intégré dans leurs programmes et recherches universitaires.



À travers la coopération technique

Le Guide de la coopération technique de la CNUCED décrit les activités menées par la CNUCED en matière de coopération technique et explique comment en bénéficier. Un État membre de la CNUCED ou une institution régionale souhaitant bénéficier de la coopération technique du Secrétariat de la CNUCED doit formuler une demande par écrit en indiquant la nature et le contenu de l'assistance requise, tel qu'expliqué dans le Guide.

RÉPONDRE AUX NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS DE LA MONDIALISATION

Alors que le monde évolue avec tout ce que cela implique d'avantages et de défis liés à la mondialisation, la CNUCED apporte de nouvelles perspectives et analyses sur la façon dont les PMA peuvent tirer profit des changements.

Réponse aux crises

Les crises alimentaire, pétrolière et économique récentes montrent que les PMA doivent se prémunir davantage contre les crises extérieures et accroître leur résilience économique face à celles-ci. Des mesures favorisant, entre autres, une plus grande diversification économique, une transition délibérée vers des produits à grande valeur ajoutée, une gestion efficace des revenus exceptionnels, des investissements nationaux et étrangers plus importants pour la recherche et le développement de l'agriculture ainsi que pour l'innovation et les technologies, et de plus grandes capacités d'approvisionnement national dans les PMA s'imposent donc.

L'effet conjugué des crises alimentaire, pétrolière et financière sur les PMA a été examiné dans le *Rapport 2009 sur le commerce et le développement*.

Une attention particulière doit être accordée aux prix des aliments et de l'énergie importés, et à la vulnérabilité de la population face aux pénuries alimentaires provoquées par les prix car les causes profondes n'ont pas été résolues. Selon les prévisions, la tendance à la hausse des prix des aliments devrait se poursuivre à long terme en raison d'une plus forte demande générée par l'augmentation des revenus dans les pays en développement, des distorsions spéculatives et des événements naturels. La croissance démographique, l'urbanisation et la modification des habitudes alimentaires ont devancé la croissance de la productivité agricole. Plusieurs décennies de produits de base à bas prix ont maintenu l'investissement et l'innovation éloignés de la production agricole.

Trade and Development Board

47TH EXECUTIVE SESSION ON AFRICA

PANEL ON AFRICAN FOOD SECURITY

30
June 2009

UNITED NATIONS
UNCTAD



Lors de la réunion interactive du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED sur le thème « La sécurité alimentaire en Afrique : Les enseignements de la récente crise mondiale » en juin 2009, Akinwumi Adesina a dénoncé, dans son intervention, l'oubli dans lequel le secteur agricole africain avait été laissé ces dernières années :

« Nous ne pouvons laisser l'histoire se répéter. Nous ne pouvons pas, encore une fois, permettre que les fermiers africains soient oubliés... Je n'ai jamais vu de fermiers aussi abandonnés. Ils ne reçoivent aucune aide pour les semences, n'ont pas de fertilisants, de financements, ne bénéficient d'aucune stabilité des prix et doivent prier pour qu'il pleuve. Ils ne bénéficient pas de l'aide que l'on peut voir en Asie, en Europe et aux États-Unis. Ils sont pris dans le piège de la pauvreté. » (Akinwumi Adesina, Vice-président de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique)

Également présent à la réunion, David Nabarro, Sous-secrétaire général, Coordonnateur des Nations Unies pour la sécurité alimentaire mondiale et pour les grippez aviaire et humaine, a rappelé aux participants que les conditions à l'origine de la crise alimentaire de 2008 étaient toujours réunies.

Le rapport de la CNUCED intitulé *La sécurité alimentaire en Afrique : Les enseignements de la crise alimentaire* s'est penché sur les causes de la crise alimentaire et souligne qu'il est impératif de résoudre les problèmes de production, d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales et de remédier aux déséquilibres sur les marchés internationaux. Le continent est passé d'exportateur net de denrées alimentaires dans les années 80 à importateur net.

En novembre 2008, dans le cadre des formations accélérées de la CNUCED sur les principales questions économiques internationales pour les délégués basés à Genève, une session a été organisée pour aborder la crise alimentaire. À cette occasion, les principales politiques en matière de commerce, d'investissement et de produits de base ont été analysées tout comme le rôle qu'elles jouent pour garantir une sécurité alimentaire durable et réduire la pauvreté. L'examen des facteurs pouvant contribuer à la crise alimentaire mondiale du point de vue du commerce et du développement a permis de définir des actions possibles. L'Institute virtuel a mis en ligne des présentations audio à l'adresse <http://vi.unctad.org/resources-mainmenu-64/video-and-multimedia-mainmenu-129/219>.

L'événement spécial intitulé « Dépendance à l'égard des produits de base et impact des crises mondiales multiples dans les PMA : profil de l'exposition à l'instabilité des marchés et développement des capacités de résistance aux crises futures » a été organisé conjointement par la CNUCED et le Fonds commun pour les produits de base lors de la Conférence PMA-IV. La présentation de la crise alimentaire récente a permis de passer en revue les effets de la hausse et de la volatilité des prix sur la sécurité alimentaire. Cette présentation et les débats qui ont suivi sur l'adoption de politiques et les enseignements tirés visaient à instaurer une plate-forme commune dédiée aux problèmes de sécurité alimentaire.



Lors du premier Colloque public de la CNUCED intitulé « La crise économique mondiale et le développement - perspectives futures », des représentants de la société civile et du secteur privé, présents dans l'auditoire, ont exprimé leur inquiétude concernant l'absence de réformes significatives des systèmes financiers internationaux malgré la crise.

Un événement parallèle à la réunion de Doha a mis en avant la nécessité de chercher un meilleur équilibre entre les instruments de gouvernance économique internationaux et l'autonomie des politiques nationales dans tous les pays. La CNUCED a organisé un événement parallèle ayant pour thème la crise financière, les déséquilibres mondiaux et les marges d'action nationales.

La cinquantième réunion directive du Conseil du commerce et du développement s'est tenue en juillet 2010 pour débattre des questions soulevées par le document intitulé « Crise financière,



politique macroéconomique et défi du développement en Afrique » (TD/B/EX(50)/3). Étaient présents, entre autres, (a) Mme Linah Mohohlo, Gouverneur de la Banque du Botswana; (b) le Professeur Akpan Ekpo, Directeur général du West African Institute for Financial and Economic Management, Lagos, Nigeria ; et (c) le Professeur Olu Ajakaiye, Directeur de recherche,

Consortium pour la recherche économique en Afrique, Nairobi, Kenya. Les participants réunis ont exposé les retombées négatives de la crise sur les économies africaines. Le Professeur Ekpo a déclaré : « Alors que l'Afrique est étrangère à la crise, l'impact de celle-ci a été tel qu'un certain nombre de pays africains ne seront pas en mesure d'atteindre les objectifs du Millénaire pour



le développement ». Toutefois, Mme Mohohlo a indiqué que les économies de l'Afrique subsaharienne étaient plus résilientes que prévu, avec une croissance de 5 pour cent prévue pour 2010. Elle a cependant ajouté que la crise économique avait une fois encore mis en lumière le fait que les pays en développement devraient garder leurs institutions économiques et financières en ordre... et que l'Afrique devrait poursuivre son propre programme de développement ».

Se préparer à la reprise et veiller à ce que les mesures engagées face à la crise n'entraînent pas de problèmes à moyen terme et à long terme pour la viabilité de l'endettement constituent les principaux défis abordés par les participants. Pour répondre efficacement à ces défis, les pays africains doivent créer des marchés régionaux solides, libérer le potentiel des entreprises et des entrepreneurs locaux pour le développement et renforcer la résilience aux chocs. L'appui des partenaires de développement de l'Afrique est également nécessaire. Les débats ont porté sur les politiques agricoles et industrielles de l'Afrique aux lendemains de la crise.

Coopération Sud-Sud

Les pays du Sud, en particulier le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud, moteurs de croissance et de développement, créent des perspectives et posent de nouveaux défis pour la coopération Sud-Sud qui comprend les PMA.



Le déroulement de la crise économique mondiale et le dynamisme du commerce et de l'investissement Sud-Sud devraient inciter les pays en développement à se tourner vers la coopération Sud-Sud et à la renforcer, sans fragiliser les relations Nord-Sud, afin de faire face aux effets de la crise.

Il s'agit du message sous-jacent transmis par les participants à la Réunion d'experts pluriannuelle de février 2011 sur la coopération internationale : coopération Sud-Sud et intégration régionale, qui ont examiné les liens économiques de plus en plus étroits entre les pays en développement et l'effet positif de la coopération Sud-Sud et des liens forgés sur les efforts déployés pour renforcer les capacités de production dans des pays différents en termes de ressources, d'histoires institutionnelles et de capacités d'action.

La coopération Sud-Sud en matière de développement est de plus en plus importante pour la croissance des PMA. Le Rapport 2010 sur les pays les moins avancés a révélé que, en 2007-2008, le taux des importations de marchandises en provenance de pays en développement vers les PMA s'élevait à 62 pour cent et un peu plus de la moitié des exportations des PMA était destinée à ces pays. Toutes les occasions d'augmenter le volume des échanges et l'apport de technologie et d'investissement entre les PMA et d'autres pays en développement, ainsi que d'échanger les expériences en matière de politiques doivent être saisies.

Le Rapport 2010 sur le développement économique en Afrique : Coopération Sud-Sud : L'Afrique et les nouvelles formes de partenariat pour le développement observe que la hausse des échanges commerciaux, des transactions financières et des investissements avec d'autres pays en développement permet de diversifier la production, d'acquérir des technologies, de promouvoir des projets d'infrastructure régionaux, de développer les marchés régionaux et de transférer des savoirs et des technologies. L'Afrique devrait engager des mesures pour veiller à ce que les interactions économiques de plus en plus importantes avec de grands pays en développement tels que la Chine, l'Inde ou le Brésil se traduisent par une diversification de l'économie plutôt que par une simple vente de produits de base et de matières premières africaines, le modèle classique des relations du continent avec le Nord industrialisé.

Le célèbre Forum sur la coopération sino-africaine est l'un des nombreux accords de coopération Afrique-Sud signés depuis l'année 2000. De nouvelles institutions associent également l'Afrique à l'Inde, au Brésil, à la République de Corée et à la Turquie, entre autres. En outre, de nouveaux partenariats stratégiques intercontinentaux ont vu le jour.

Pour la première fois, en 2008, le volume total des échanges commerciaux avec les pays en développement, y compris d'autres pays africains, a dépassé celui des échanges commerciaux du continent avec l'Union européenne, traditionnellement son partenaire principal. Compte tenu de la croissance constante des économies des grands pays en développement et des plus faibles perspectives de croissance des économies des pays développés, les relations économiques entre



l'Afrique et d'autres régions en développement devraient gagner en importance.

Le *Rapport 2010 sur le développement économique en Afrique* recommande avec insistance aux nations africaines de prendre en compte les tendances « Afrique-Sud » dans leurs programmes de planification afin d'obtenir des progrès à long terme et de montrer de l'assurance lors des négociations avec d'autres pays en développement afin que les problèmes nationaux soient traités. L'objectif général étant, comme le rappelle l'étude, de renforcer les capacités de production de l'Afrique. La coopération Afrique-Sud ne doit pas remplacer les relations commerciales déjà existantes avec les partenaires du Nord mais plutôt les compléter.

SOUTIEN APPORTÉ AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT SANS LITTORAL ET AUX PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT

Certains PMA dont les circonstances sont particulières continuent de recevoir l'attention de la CNUCED qui travaille avec eux pour élaborer des programmes et des politiques spécifiques à leurs besoins.

Pays en développement sans littoral

Les grandes distances jusqu'au port maritime le plus proche, le transit des marchandises destinées à l'étranger à travers au moins un autre pays et la nécessité d'utiliser fréquemment différents modes de transport se traduisent par des coûts de transaction près de 50 pour cent plus élevés que pour les pays côtiers, réduisant ainsi la compétitivité des pays sans littoral sur les marchés internationaux. Les pays voisins de transit ne possèdent généralement pas de réseaux routiers,



ferroviaires et portuaires modernes et établissent souvent des normes ou des taxes pour faire obstacle au commerce de ces pays, ce qui augmente l'incertitude autour des échanges et allonge les délais de livraison. Tous ces inconvénients entravent également les importations des pays en développement sans littoral.

Outre les contraintes associées à l'isolement géographique, la taille restreinte des marchés intérieurs et les faibles capacités institutionnelles et de production réduisent les possibilités des pays en développement sans littoral de tirer profit des échanges mondiaux, découragent les investisseurs étrangers et entravent l'arrivée de flux d'investissement direct étranger plus conséquents.

Les négociations soutenues par la CNUCED ont abouti en février 2011 sur un nouvel accord de transit entre l'Afghanistan, pays sans littoral, et le Pakistan, pays côtier. Les marchandises afghanes destinées à l'exportation n'ont plus besoin d'être chargées sur des camions pakistanais à la frontière, une opération coûteuse et lente. Les formalités ont été simplifiées et accélérées. Les marchandises de transit afghanes peuvent maintenant rejoindre trois ports pakistanais au lieu d'un, ce qui favorise la concurrence en baissant

les tarifs portuaires. Les camions afghans peuvent également passer par le Pakistan pour rejoindre l'Inde, bien que les marchandises doivent être chargées sur des camions indiens à la frontière.

Ces améliorations peuvent paraître modestes mais pour un pays appauvri, elles peuvent faire la différence. En outre, l'élimination des obstacles au transit des marchandises peut relancer les échanges et instaurer un cercle vertueux (amélioration des réseaux routiers et ferroviaires, nouveaux investissements et production d'une plus grande variété de biens), qui peut se traduire par une baisse des coûts de transit et une plus grande croissance économique.

Le Rapport 2010 sur l'investissement dans le monde révèle que les pays en développement sans littoral peinent à attirer les investissements en raison de contraintes géographiques inhérentes à ces pays, d'infrastructures inadaptées, de systèmes de logistique inefficaces et d'institutions précaires. Mais ces limitations sont surmontables comme le montre le Botswana, qui ne fait plus partie du groupe des PMA depuis 1994. Si l'investissement direct étranger a été injecté dans les projets liés aux produits de base, les investissements consacrés à d'autres industries, en particulier les télécommunications, ont progressé dans les pays en développement sans littoral africains.



Les experts de la CNUCED estiment que le développement des infrastructures de transport n'est pas la seule solution ni nécessairement la plus appropriée. Les pays en développement sans littoral peuvent créer un avantage concurrentiel en se consacrant à des activités qui ne se voient pas affectées par les coûts de transport ou à des secteurs fondés sur le savoir et les informations. Ils peuvent également attirer les investissements qui exploitent des

composantes locales ne dépendant pas de produits et d'éléments importés, comme la brasserie SABMiller qui utilise le sorgho en Ouganda. L'intégration régionale permet de ne plus penser en termes de distance jusqu'aux ports mais plutôt de distance vers des marchés plus proches.

Les activités de soutien de la CNUCED aux 16 pays les moins avancés sans littoral comprennent :

- **Le développement commercial régional et la diversification appropriée de l'économie.** Le commerce « Sud-Sud » peut développer les marchés régionaux grâce aux exportations des pays en développement sans littoral et diversifier la production de leurs économies,

ainsi que renforcer les capacités de production. La CNUCED a travaillé, entre autres, avec la Royal Philips Corp. et la Communauté de développement de l'Afrique australe de 2006 à 2008 pour établir une usine d'ampoules à basse consommation au Lesotho. L'usine emploie maintenant 250 personnes et vend des ampoules dans 14 pays voisins ;

- **Amélioration des liaisons de transport et réduction des barrières douanières et administratives.** La CNUCED a aidé à mettre en place plusieurs corridors de transport qui relient les pays en développement sans littoral aux ports. Un projet de la CNUCED visant à renforcer la collaboration le long des corridors République démocratique populaire lao–Thaïlande et Zambie–Namibie a permis de réduire de plusieurs jours les temps de transit et de 25 pour cent maximum les coûts. SYDONIA, le système douanier informatisé de la CNUCED, a été installé dans plusieurs pays en développement sans littoral. Le programme de formation portuaire de la CNUCED aide les ports situés dans les pays en développement à opérer de manière plus efficace, économisant ainsi du temps et de l'argent et favorisant le transit, y compris en provenance des pays en développement sans littoral. Le port de Cotonou, au Bénin, fait maintenant de la publicité pour des marchandises en provenance du Niger. Dans l'ensemble, ces efforts pour éliminer les goulets d'étranglement sont payants. Les études indiquent que la réduction des délais d'expédition de 10 pour cent peut accroître les exportations d'un pays de 10 pour cent ;
- **Le conseil et la formation en matière d'investissement.** Les activités de la CNUCED dans les pays en développement sans littoral sont détaillées dans la section sur l'investissement dans le développement.

Un forum de haut niveau sur l'investissement pour les pays en développement sans littoral, avec la collaboration du Bureau des Nations Unies du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLLS) et la Banque mondiale, a appelé à améliorer les infrastructures de transport et les modalités de transit, et à renforcer l'intégration régionale et la spécialisation de l'économie dans la production de biens commercialisables qui se voient moins affectés par les coûts de transport et les distances.

Petits États insulaires en développement

Les petits États insulaires en développement courent un risque plus élevé que nombre de pays en développement de rester en marge de l'économie mondiale en raison de leur petite taille, de l'éloignement des marchés importants (avec les coûts de transport élevés que cela suppose) et d'une grande vulnérabilité face aux chocs économiques et naturels qui échappent à leur contrôle. La fragilité de leurs écosystèmes accroît également leur vulnérabilité face aux niveaux de pollution locaux et aux défis posés par les changements environnementaux provoqués par l'homme tels que l'élévation du niveau des océans.



Le Rapport 2010 sur l'investissement dans le monde constate que, en dépit du volume très faible d'investissement direct étranger, celui-ci constitue une source de capital vitale pour l'investissement dans les petits États insulaires en développement. Au Vanuatu et à Kiribati, la part de l'investissement direct étranger dans le PIB était de plus de 150 pour cent. Il ressort du rapport que la capacité restreinte d'attirer et de retenir

l'investissement direct étranger est une caractéristique commune aux petits États insulaires en développement :

- Taille réduite des marchés qui rend difficile l'instauration d'une économie d'échelle et qui se traduit par des coûts unitaires de production très élevés ;
- Éloignement géographique qui entraîne des coûts de transport substantiels. Les transports aérien et maritime constituent les seules options pour la circulation des biens et des personnes ;
- Grande vulnérabilité face aux catastrophes naturelles, ce qui accroît le risque et la volatilité de l'activité économique ; et
- Plus grande dépendance à l'égard du commerce qui, ajoutée aux possibilités limitées de diversification de l'économie et d'exportation, expose les petits États insulaires en développement à des risques plus élevés de chocs exogènes.

Ces contraintes favorisent l'investissement dans deux secteurs majeurs : les activités et les services fondés sur le savoir.

Les progrès significatifs accomplis en matière de technologie de l'information et de commerce électronique ont réduit les barrières géographiques (situation et éloignement) ainsi que les contraintes liées à la taille réduite des marchés. Il est nécessaire de développer les infrastructures des technologies de l'information et des communications adéquates, ce qui aurait également un impact positif pour d'autres secteurs clés tels que la finance et le tourisme.

Le tourisme est également devenu la principale source de revenus pour un nombre croissant de petits États insulaires en développement. Dans quatre de ces petits États, le tourisme international représente plus de 40 pour cent des recettes d'exportation totales. Malgré une année 2009 décevante en raison de la crise économique mondiale, les revenus engendrés par le tourisme ont

augmenté de manière générale dans les petits États insulaires en développement. Le Cap-Vert et les Maldives, deux pays qui ont quitté le groupe des PMA, doivent leur changement de statut à la croissance du tourisme, principal moteur de leur développement socio-économique.

Six petits États insulaires en développement, qui s'attaquaient au défi de quitter le groupe des PMA, ont concentré une bonne partie des activités de soutien de la CNUCED au cours des dix dernières années. La question du retrait du groupe des PMA de trois de ces pays, à savoir Kiribati, les Tuvalu et le Vanuatu, a été reportée. Le Cap-Vert et les Maldives, quant à eux, ont quitté le groupe en décembre 2007 et janvier 2011 respectivement. Le retrait de la liste des PMA du Samoa a été remis au mois de janvier 2014 en raison des pertes subies par ce pays lors du tsunami de l'océan Pacifique.

La CNUCED a organisé deux grandes conférences pour examiner les circonstances et les besoins particuliers des petits États insulaires en développement :

- La Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement (la Barbade, avril–mai 1994) a adopté le Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement ; et
- La réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade pour le développement durable des petits États insulaires en développement (Maurice, janvier 2005) a abouti à la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement.

QUI SONT LES PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA) ?

Depuis le retrait récent des Maldives, quarante-huit pays forment le groupe des pays les moins avancés tel que défini par les Nations Unies. Il s'agit des pays suivants : Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Kiribati, République démocratique populaire lao, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Îles Salomon, Somalie, Soudan, Timor-Leste, Togo, Tuvalu, Ouganda, République unie de Tanzanie, Vanuatu, Yémen et Zambie.

Le Conseil économique et social des Nations Unies revoit la liste des PMA tous les trois ans sur la base des recommandations du Comité des politiques de développement. Ce comité s'est fondé sur trois critères pour sa dernière révision en 2009 :

- (a) Le critère des « faibles revenus », basé sur une estimation moyenne du revenu national brut par habitant pendant trois années. S'il est inférieur à 905 dollars US, le pays est retenu pour la qualification PMA. S'il est supérieur à 1086 dollars US, le pays quitte le groupe des PMA ;
- (b) Le critère du « faible capital humain », implique un indice composite (l'indice du capital humain) construit à partir des indicateurs relatifs à (i) la nutrition (pourcentage de la population souffrant de malnutrition) ; à (ii) la santé (taux de mortalité infantile) ; à (iii) la scolarisation (taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire) ; et à (iv) l'alphabétisation (taux d'alphabétisation des adultes) ; et
- (c) Le critère de « vulnérabilité économique », implique un indice composite (indice de vulnérabilité économique) construit à partir des indicateurs relatifs aux (i) chocs naturels (indice d'instabilité de la production agricole, pourcentage de la population privée de logement par les catastrophes naturelles) ; aux (ii) chocs commerciaux (indice d'instabilité des exportations de biens et de services) ; à (iii) l'exposition aux chocs (pourcentage de l'agriculture, des produits de la forêt et de la pêche dans le PIB ; indice de concentration des exportations de marchandises) ; (iv) au handicap d'être une petite économie (population en logarithme) ; et (v) au handicap d'être une économie éloignée (indice d'éloignement).

Les pays suivants sont parvenus à sortir du groupe des PMA : le Botswana en décembre 1994, le Cap-Vert en décembre 2007 et les Maldives en janvier 2011.



Photo Credits

Agra-Alliance: Page 29

Crozet, M., ILO: Page 16, 28

Debswana.com: Page 30

Dos Santos, Edna: Pages 9, 10

Farinelli, Fulvia, UNCTAD: Page 8

Fiorente, A., ILO: Page 17

Gianotti, E., ILO: Page 6

Hoffmann, Jan, UNCTAD: Pages 12, 19, 20, 33

<http://www.earth.columbia.edu/articles/view/1804>: Page 14

Khoon, Tan Kian, Fotolia: Page 35

Madagascar Tourisme: Page 12

Miller, Eric, World Bank: Page 15

Nowinski, Matthieu, Fotolia: Page 11

Ulph, Robert, Fotolia: Page 34

United Nations: Page 23

UNCTAD: Pages 5, 13-16, 22, 24-25, 27-32